

**ASSOCIATION
SAINT-FRANCOIS
D'ASSISE**

60, Rue Bertin
CS 81010
97404 Saint-Denis Cedex

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31/12/2025

ASSOCIATION SAINT-FRANCOIS D'ASSISE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2025

A l'assemblée générale,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION SAINT-FRANCOIS D'ASSISE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

2.1 Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

2.3 Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Créances des tiers financeurs restant dues à la clôture » figurant à l'annexe des comptes annuels concernant le recouvrement des créances sous compétence du Conseil Départemental et de la Région Réunion qui n'ont fait l'objet de provision pour dépréciation à la clôture de l'exercice.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliquées et sur la présentation d'ensemble des comptes notamment pour ce qui concerne les produits d'exploitation.

Dans le cadre de notre mission, nous avons été amenés à contrôler la comptabilisation des opérations relatives aux recettes tarifées sur l'exercice. Nous avons obtenu les éléments probants justifiant la réalité et l'exhaustivité des opérations comptabilisées à ce titre dans les comptes de votre association.

Nous avons apprécié le caractère approprié des principes comptables suivis par votre association et des informations fournies dans l'annexe, notamment au regard des spécificités du plan comptable applicable aux associations du secteur médico-social.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

A Saint-Denis, le 5 juin 2026

Le Commissaire aux Comptes
CABINET OBJECTIF

Patrice DALLEAU
Gérant associé

Signé par Patrice Dalleau
Le 5 juin 2026



doc_x60d
tx_Yywmexx40W5K

ANNEXE

Description, détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

| Actif | | | Au 31/12/2025 | | | Au 31/12/2024 |
|---|---|---|---------------|-----------------|-------------|---------------|
| | | | Montant brut | Amort. ou Prov. | Montant net | Montant net |
| Frais d'établissement (I) | | | | | | |
| Actif immobilisé | Immobilisations incorporelles | Frais de développement | 2 356 259 | 2 107 070 | 249 189 | 339 244 |
| | | Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| | Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾ | | | | | |
| | Immobilisations incorporelles en cours , avances et acomptes | | | | | |
| | TOTAL | 2 356 259 | | | | |
| | Immobilisations corporelles | Terrains | 8 445 592 | 77 398 | 8 368 194 | 8 374 558 |
| | | Constructions | 103 267 315 | 58 831 320 | 44 435 994 | 47 056 308 |
| | | Installations techniques, matériel et outillage industriels | 17 528 383 | 15 373 259 | 2 155 124 | 1 634 869 |
| | | Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes | 12 316 073 | | 12 316 073 | 9 051 507 |
| | TOTAL | | 141 557 365 | 74 281 978 | 67 275 387 | 66 117 243 |
| Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | | | | | | |
| Immobilisations financières ⁽²⁾ | Participations | 112 310 | | 112 310 | 112 310 | |
| | Créances rattachées à des participations | 2 594 074 | | 2 594 074 | 2 543 347 | |
| | Autres titres immobilisés | 3 309 971 | | 3 309 971 | 5 377 112 | |
| | Prêts | 1 301 403 | | 1 301 403 | 1 185 940 | |
| | Autres immobilisations financières | 16 600 | | 16 600 | 21 647 | |
| TOTAL | | 7 334 361 | | 7 334 361 | 9 240 356 | |
| | | Total (II) | 151 247 986 | 76 389 048 | 74 858 938 | 75 696 844 |
| Actif circulant | Stocks et en cours | | 555 412 | | 555 412 | 513 813 |
| | Créances ⁽³⁾ | Créances clients, usagers et comptes rattachés | 10 637 104 | 398 408 | 10 238 696 | 8 135 544 |
| | | Créances reçues par legs ou donations | | | | |
| | | Autres créances | 5 674 020 | | 5 674 020 | 5 440 892 |
| | | Charges constatées d'avance | 379 971 | | 379 971 | 454 465 |
| | TOTAL | | 16 691 097 | 398 408 | 16 292 689 | 14 030 902 |
| | Divers | Instruments financiers à terme et jetons détenus | | 4 905 | -4 905 | -9 313 |
| Disponibilités | | 21 880 518 | | 21 880 518 | 24 420 657 | |
| | | Total (III) | 39 127 028 | 403 313 | 38 723 714 | 38 956 059 |
| Frais d'émission des emprunts (IV) | | | | | | |
| Primes de remboursement des emprunts (V) | | | | | | |
| Écart de conversion et différence d'évaluation - Actif (VI) | | | | | | |
| | TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V+VI) | | 190 375 014 | 76 792 361 | 113 582 652 | 114 652 904 |
| Renvois | (1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) Dont à plus d'un an (brut) | | | | | |

| Passif | | Au 31/12/2025 | Au 31/12/2024 |
|--|---|--------------------|--------------------|
| Fonds propres | Fonds propres sans droit de reprise | | |
| | Fonds propres statutaires | 4 598 249 | 4 643 860 |
| | Fonds propres complémentaires | | |
| | Fonds propres avec droit de reprise | | |
| | Fonds propres statutaires | | |
| | Fonds propres complémentaires | | |
| | Écarts de réévaluation | | |
| | Réserves | | |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | 61 177 615 | 58 756 155 |
| | Réserves pour projet de l'entité | | |
| | Autres réserves | | |
| | <i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i> | 61 177 615 | 58 756 155 |
| | Report à nouveau | -4 242 774 | -3 937 537 |
| | <i>dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i> | -4 242 774 | -3 937 537 |
| | Excédent ou déficit de l'exercice | 622 485 | 2 082 107 |
| | <i>dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i> | 621 523 | 2 127 717 |
| | Situation nette (sous-total) | 62 155 575 | 61 544 585 |
| | Fonds propres consommables | | |
| | Subventions d'investissement | 4 705 786 | 5 015 909 |
| | Provisions réglementées | 228 120 | 228 120 |
| Total (I) | | 67 089 482 | 66 788 615 |
| Autres fonds propres | Montant des émissions de titres participatifs | | |
| | Avances conditionnées | | |
| Total (I bis) | | | |
| Fonds reportés et dédiés | Fonds reportés liés aux legs ou donations | | |
| | Fonds dédiés | 11 553 112 | 11 831 216 |
| | Total (II) | 11 553 112 | 11 831 216 |
| Provisions | Provisions pour risques | 623 845 | 1 280 132 |
| | Provisions pour charges | 2 971 753 | 2 770 447 |
| | Total (III) | 3 595 599 | 4 050 579 |
| Dettes | Emprunts obligataires et assimilés | | |
| | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾ | 16 982 954 | 18 866 018 |
| | Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾ | 452 457 | 411 514 |
| | Instruments financiers à terme | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 3 091 637 | 2 304 215 |
| | Dettes des legs ou donations | | |
| | Dettes fiscales et sociales | 7 176 008 | 6 945 724 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 12 601 | 362 697 |
| | Autres dettes | 657 534 | 547 537 |
| | Produits constatés d'avance | 2 971 264 | 2 544 784 |
| Total (IV) | | 31 344 458 | 31 982 492 |
| Écart de conversion et différences d'évaluation - Passif (V) | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V) | | 113 582 652 | 114 652 904 |
| Renvois | (1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques | | |
| | (2) Dont emprunts participatifs | | |

31/12/2025

Compte de résultat

| | | Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois | Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois |
|---|--|---|---|
| Produits d'exploitation | Cotisations | 195 | 325 |
| | Ventes de biens et services | | |
| | Ventes de biens | 619 202 | |
| | <i>dont ventes de dons en nature</i> | | |
| | <i>dont ventes de biens relatives aux activités sociales et medico-sociales</i> | | |
| | Ventes de prestations de service | 2 021 514 | 3 432 931 |
| | <i>dont parrainages</i> | | |
| | <i>dont ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et medico-sociales</i> | 2 013 614 | 3 075 574 |
| | Produits de tiers financeurs | | |
| | Concours publics et subventions d'exploitation | 55 062 328 | 52 890 149 |
| | <i>dont contrib. financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et medico-sociales</i> | 52 995 880 | 51 505 801 |
| | Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable | | |
| | Ressources liées à la générosité du public | 21 972 | 29 603 |
| | <i>Dons manuels</i> | 21 972 | 29 603 |
| | <i>Mécénats</i> | | |
| | <i>Legs, donations et assurances-vie</i> | | |
| | Contributions financières | 37 999 | |
| | Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions | 848 020 | 839 404 |
| | Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles | | |
| | Utilisations des fonds dédiés | 4 123 954 | 3 048 208 |
| | Autres produits | 271 956 | 303 667 |
| | Total des produits d'exploitation (I) | 63 007 144 | 60 544 291 |
| Charges d'exploitation | Achats de marchandises | | |
| | Variation de stocks | | |
| | Autres achats et charges externes | 14 413 439 | 12 974 684 |
| | Aides financières | | |
| | Impôts, taxes et versements assimilés | 1 742 128 | 1 672 745 |
| | Salaires | 25 108 578 | 24 230 056 |
| | Cotisations sociales | 11 423 447 | 10 870 861 |
| | Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 3 960 211 | 3 883 093 |
| | Dotations aux provisions | 393 039 | 752 657 |
| | Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées | | |
| | Reports en fonds dédiés | 3 843 943 | 3 065 050 |
| | Autres charges | 347 058 | 359 289 |
| | Total des charges d'exploitation (II) | 61 231 846 | 57 808 439 |
| 1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | | 1 775 297 | 2 735 852 |
| Produits financiers | De participations | | |
| | D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé | 113 369 | 49 869 |
| | Autres intérêts et produits assimilés | 252 565 | 95 608 |
| | Reprises sur dépréciations et provisions | 4 408 | |
| | Différences positives de change | | |
| | Produits des immobilisations financières cédées | | |
| | Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie | | |
| | Total des produits financiers (III) | 370 343 | 145 478 |
| Charges financières | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | 13 |
| | Intérêts et charges assimilées | 1 420 336 | 1 114 193 |
| | Différences négatives de change | | |
| | Valeurs comptables des immobilisations financières cédées | | |
| | Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie | | |
| | Total des charges financières (IV) | 1 420 336 | 1 114 207 |
| 2. RESULTAT FINANCIER (III - IV) | | -1 049 993 | -968 729 |
| 3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV) | | 725 304 | 1 767 122 |

| | | Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois | Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois |
|--|-------|---|---|
| Produits exceptionnels (V) | Total | 33 | 370 962 |
| Charges exceptionnelles (VI) | Total | 8 652 | 9 510 |
| 4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI) | | -8 618 | 361 452 |
| Participation des salariés aux résultats (VII) | | | |
| Impôts sur les bénéfices (VIII) | | 94 201 | 46 468 |
| Total des produits (I + III + V) | | 63 377 521 | 61 060 732 |
| Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII) | | 62 755 036 | 58 978 624 |
| EXCÉDENT OU DÉFICIT | | 622 485 | 2 082 107 |
| dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée | | 621 523 | 2 127 717 |
| Évaluation des contributions volontaires en nature | | | |
| Contributions volontaires en nature | | | |
| Dons en nature | | | |
| Prestations en nature | | | |
| Bénévolat | | | |
| TOTAL | | | |
| Charges des contributions volontaires en nature | | | |
| Secours en nature | | | |
| Mises à disposition gratuite de biens | | | |
| Prestations en nature | | | |
| Personnel bénévole | | | |
| TOTAL | | | |



ASSOCIATION SAINT FRANÇOIS D'ASSISE

31/12/2025

Comptes annuels

Annexe

Association Saint François d'Assise

Annexe aux comptes annuels

Date de clôture : 31/12/2025

Table des matières

| | |
|---|----|
| Table des matières | 17 |
| 2 Descriptions de l'entité | 19 |
| 3 Principes et méthodes comptables | 24 |
| 3.1 Principes généraux | 24 |
| 3.2 Changements comptables | 27 |
| 4 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat | 28 |
| 4.1 Informations relatives à l'actif | 28 |
| 4.1.1 Mouvements des postes d'immobilisations, amortissements et dépréciations | 28 |
| 4.1.2 Informations relatives aux filiales et participations | 30 |
| 4.1.3 Dépréciations de l'actif circulant | 32 |
| 4.1.4 État des échéances des créances à la clôture de l'exercice | 33 |
| 4.2 Informations relatives au passif | 34 |
| 4.2.1 Provisions et passifs éventuels | 34 |
| 4.2.2 État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice | 37 |
| 4.2.3 Variation des fonds propres | 38 |
| 4.2.4 Variation des fonds dédiés | 40 |
| 4.3 Informations relatives au compte de résultat | 44 |
| 4.3.1 Précisions relatives à certains éléments | 44 |
| 4.3.2 Honoraires des commissaires aux comptes | 45 |
| 4.3.3 Précisions relatives aux produits et charges inscrits en résultat exceptionnel | 46 |
| 4.3.4 Détermination du résultat effectif global de l'entité | 46 |
| 4.3.5 Concours publics et subventions | 47 |
| 4.3.6 Contributions volontaires en nature | 48 |
| 5 Informations relatives aux opérations et engagements envers les organes d'administration, de direction ou de surveillance | 49 |
| 5.1 Rémunérations | 49 |
| 6 Informations relatives aux opérations et engagements hors bilan | 50 |
| 6.1 Engagements hors bilan donnés et reçus | 50 |

| | | |
|-----|---|----|
| 7 | Informations relatives à l'effectif | 51 |
| 7.1 | Informations relatives à l'effectif | 51 |
| 7.2 | Informations relatives à l'effectif par catégorie | 51 |

2 Descriptions de l'entité

1. Objet social

PRESENTATION DE L'ENTITE - Article 431-2 du Règlement ANC 2018-06

L'Association Saint-François d'Assise (ASFA) est une association régie par la loi du 1er juillet 1901, créée le 6 juin 1918 sous l'égide de sa fondatrice, Mme Louise Joséphine SAMAT, née SELHAUSEN à Saint-Denis de La Réunion, dans le but de prendre en charge les plus démunis.

Aujourd'hui, l'ASFA, qui n'a cessé d'évoluer depuis sa création, a toujours son siège social à Saint Denis, au numéro 60 de la rue Bertin à Saint-Denis, et poursuit comme buts principaux, la prise en charge et l'accompagnement :

- des personnes âgées en difficultés et/ou dépendantes,
- des enfants et adolescents atteints de pathologies chroniques,
- des enfants, adolescents et adultes handicapés.

L'ASFA a pour missions de participer à l'évolution des prises en charge dans le cadre réglementaire s'appliquant à l'activité sanitaire, médico-sociale et sociale avec une cohérence de ses actions, mais s'engage également à créer et à développer toutes œuvres d'action ou d'intérêt sanitaire, social et médico-social.

2. Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

De l'œuvre d'une pionnière au grand cœur à une œuvre collective, l'ASFA a su évoluer, s'adapter au fil du temps, tout en préservant sa vocation et ses valeurs premières dans l'accompagnement des plus vulnérables pour s'articuler aujourd'hui autour de 4 pôles d'activités et un siège :

A/ PÔLE SANITAIRE : L'Hôpital d'Enfants (106 places)

Seul établissement de soins de suite et de réadaptation pédiatrique de la Zone Océan Indien, l'Hôpital d'Enfants accueille, chaque jour, plus de 80 patients (enfants et adolescents de 0 à 18 ans) afin de favoriser leur retour à l'autonomie après une intervention chirurgicale, un accident de la vie ou dans la gestion d'une maladie chronique.

L'hôpital d'Enfants propose aussi bien une hospitalisation Complète pour les séjours de plus de 24h (27 lits), une hospitalisation de Jour pour les séjours sur une ou plusieurs demi-journées (50 places) et une Unité d'Obésité Infantile (12 places) avec pour objectif un accompagnement des patients et de leurs familles via l'éducation thérapeutique pour mieux gérer une maladie chronique telle que l'asthme, l'épilepsie, l'obésité et le diabète grâce à des équipes pluridisciplinaires renforcées, l'établissement dispose d'espaces de rééducation adaptés : cuisine thérapeutique, douche filiforme, salle de sport, salle snoezelen, laboratoire d'analyse du mouvement...

B/ PÔLE MÉDICO-SOCIAL HANDICAP (P.M.S.H.) :

Depuis 2011, le Pôle Médico-Social Handicap de l'ASFA, regroupe des établissements et services médico sociaux complémentaires qui apportent des réponses adaptées et coordonnées aux besoins des personnes en situation de handicap tout au long de leurs parcours de vie par le biais d'une plateforme de santé pluridisciplinaire qui prend en charge leurs besoins thérapeutiques : somatiques, psychologiques et rééducatifs. Au-delà des aspects thérapeutiques, le P.M.S.H. s'emploie à accompagner ses usagers vers l'autonomie pour des objectifs d'inclusion sociale, au travers de programmes transversaux spécifiques. Le P.M.S.H. réalise ses missions au travers de prise en charge en accueil permanent, temporaire et d'internat de semaine, dans différentes structures :

✘ **L'Institut Médico Educatif (IME) Henri VERGOZ**, agréé pour 80 places, situé dans la commune de Sainte-Marie sur le site de Beauséjour, qui accueille principalement des adolescents âgés de 14 à 20 ans présentant une déficience intellectuelle légère, moyenne ou sévère avec ou sans trouble associés en internat, semi-internat et en unité d'enseignement en établissement spécialisé (accompagnement à la scolarisation en milieu ordinaire).

✘ **Le Centre d'Action Médico-Sociale Précoce (CAMSP)** agréé pour 146 places, qui a pour mission le dépistage précoce des déficiences et des troubles susceptibles d'engendrer une situation de handicap chez de jeunes enfants de 0 à 6 ans. Le CAMSP propose à la fois un accompagnement précoce adapté afin de limiter les situations de handicap et une guidance parentale tout au long de l'accompagnement.

Le CAMSP dispose de 3 antennes situées à La Possession, Sainte-Clotilde et Saint-Benoit. Ces 3 antennes disposent également d'EDPAs (Equipes "pluridisciplinaires" diagnostic Autisme de proximité) spécialisées dans le diagnostic du trouble du spectre de l'autisme.

✘ **Une plateforme de services (PFS)** destinée à optimiser la réponse aux besoins sans rupture dans le parcours des personnes en situation de handicap par un accompagnement en lien étroit avec leurs familles dans leurs milieux de vie que ce soit à leurs domiciles, à l'école ou dans le milieu professionnel. L'objectif est de mettre en œuvre leur projet de vie en lien avec les dispositifs de droit commun. Cette PFS regroupe trois services à domicile destinés,

Le SESSAD DM, agréé pour 41 places, œuvrant dans le secteur Nord-Est de l'île, en faveur des jeunes de 3 à 20 ans en situation de handicap moteur ou de polyhandicap,

Le SESSAD DI, agréé pour 62 places, œuvrant dans le secteur Nord-Est de l'île en faveur des jeunes de 14 à 20 ans présentant une déficience intellectuelle,

Le SAMSAH POLY/TSA, agréé pour 30 places, œuvrant sur la région Nord de Saint-Denis à Sainte-Suzanne dans le secteur des adultes (18 ans et plus) en situation de handicap moteur et de polyhandicap, et du trouble du spectre de l'autisme.

Le SAMSAH PSY, agréé pour 25 places, œuvrant sur la région Ouest de l'île dans le secteur des adultes (18 ans et plus) en situation de trouble psy et de trouble du spectre de l'autisme.

✘ **Le Centre d'Education Motrice (CEM)** situé à Sainte-Suzanne, agréé pour 100 places, accueille les jeunes de 3 à 20 ans présentant une déficience motrice cérébrale et de polyhandicap en internat et en semi-internat.

Le CEM apporte un accompagnement adapté en réponse aux besoins spécifiques de chaque jeune en matière de santé (plateforme de santé pluridisciplinaire), d'autonomie et de participation sociale dans un objectif d'inclusion sociale.

✧ **La MAS Franche Terre** est une maison d'accueil et d'hébergement, agréée pour 54 places, destinée à assurer l'accompagnement permanent, temporaire ou en journée, des personnes adultes en situation de handicap grave et nécessitant une prise en charge substantielle. La MAS est avant tout un lieu de vie dont la mission est d'apporter une réponse adaptée aux besoins spécifiques de chaque bénéficiaire en matière de santé, d'autonomie et d'inclusion sociale dans la mesure du possible.

C/ LE PÔLE MÉDICO SOCIAL PERSONNES AGÉES (P.M.S.P.A.)

Le Pôle Médico-Social Personnes Agées (P.M.S.P.A.) est un Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (E.H.P.A.D.) ayant pour mission d'accompagner dans les actes de la vie quotidienne les personnes âgées fragiles et vulnérables et de préserver leur autonomie par une prise en charge globale comprenant l'hébergement, la restauration, l'animation et le soin. Le P.M.S.P.A. se compose de deux sites d'hébergement distincts, tous deux situés à Saint Denis :

« **L'E.H.P.A.D. Saint-François** » situé 60, rue Bertin en plein centre-ville à côté de l'Hôpital d'Enfants et près du jardin de l'état.

La « **Résidence Retraite Médicalisée (R.R.M.) de Sainte-Clotilde** » situé 52 rue Emile Grimaud, dans le dans le secteur du Chaudron.

Chaque site intègre une capacité de 68 lits d'hébergement en gériatrie polyvalente et une unité protégée de 12 lits dédiée à l'accueil de personnes âgées atteintes de la maladie Alzheimer ou de troubles apparentés. La capacité d'accueil totale du P.M.S.P.A. pour les deux sites est ainsi de 160 lits.

D/ LE PÔLE FORMATION

Le pôle constitué de 3 filières de formation professionnelles initiales diplômantes bénéficie du soutien financier de la Région Réunion et du Fonds Social Européen. Une sélection est nécessaire pour être admis en formation.

✧ **L'Institut de Formation d'Auxiliaires de Puériculture (IFAP)** forme chaque année 40 élèves. Leur rôle s'inscrit dans une approche globale de l'enfant avec soutien à la parentalité dans le but de préserver et restaurer sa santé et son autonomie, et de favoriser l'accueil et l'intégration sociale de l'enfant en situation de handicap, atteint de maladie chronique ou en situation de risque d'exclusion.

✧ **L'Ecole de Puéricultrices (teurs)**, première école de spécialisation infirmière ouverte dans les DOM en 2001, agréée pour l'accueil de 20 étudiants(es) depuis 2004. La formation accessible aux infirmier(e)s et sage-femmes diplômé(e)s d'Etat, accueille des professionnels voulant se spécialiser dans la santé de l'enfant de la naissance à l'adolescence.

☒ **L'Institut Régional de Formation en Ergothérapie (IRFE)**, créé en 2012, grâce à la volonté de la Région Réunion, l'ARS Océan Indien en partenariat avec l'Université de la Réunion, l'IRFE est agréé pour une capacité d'accueil de 25 étudiants par année de formation. L'admission y est prévue via les filières universitaires PACES et STAPS, et 5 places supplémentaires sont réservées aux candidats titulaires d'une licence ou de certains diplômes d'Etat du secteur paramédical. D'une durée de 3 ans, la formation prépare à l'obtention du diplôme d'Etat d'ergothérapeute (et valide un grade licence permettant une poursuite de formation vers un master).

3. Moyens mis en œuvre

Affiliée à la Fédération des Établissements Hospitaliers et d'Aide à la personne (FEHAP), l'ASFA a toujours eu pour valeurs, la générosité et la charité. Aujourd'hui, l'association prône plus spécifiquement l'humanisme, la solidarité, et l'exigence de qualité, valeurs inscrites dans son projet associatif qui sert de cadre aux actions menées par les établissements qu'elle gère.

Pour porter ces valeurs, l'ASFA emploie près de 800 salariés (plus de 687 ETP), et gère un budget annuel d'environ 63 millions d'euros lui permettant de prendre en charge 780 usagers et 190 étudiants. Présidée depuis le 07 août 2017 par Monsieur Maximin ASSOUNE, elle est administrée par un Conseil d'Administration composé de dix membres.

4. Faits caractéristiques d'importance significative

FINANCEMENT DES EHPAD ET DE LA MAS

Deux emprunts ont été contractés auprès d'OCEOR en 2007. Ces emprunts comportent deux phases de remboursement, une première phase à taux fixe et une deuxième phase à taux variable qui a débuté en octobre 2014 pour s'achever en octobre 2034. Pendant cette deuxième phase, le taux d'emprunt est un taux variable indexé sur la parité Dollar Américain/Franc Suisse (USD/CHF).

Au 31 décembre 2025, le taux ainsi calculé pour les intérêts courus était de 14,06% (pour un taux au départ de 1,27 %) et le capital restant à rembourser de 6 836 K€.

CREANCES DU DEPARTEMENT AU TITRE DES AMENDEMENTS "CRETON"

Les règles et principes comptables détaillés ci-après exposent la méthodologie retenue par l'Association afin de neutraliser l'effet d'une double constatation des produits relatifs à la prise en charge d'usagers dans le cadre de l'amendement "CRETON", c'est à dire, constater en produits constatés d'avance, la facturation N établie à destination du Département de la Réunion, compétent en matière de prise en charge d'adultes, en extourner en N+2, cette facturation qui sera mise en minoration du tarif alloué par l'Agence Régionale de Santé.

Si cette méthodologie permet de corriger la présence d'une double tarification sur un même exercice pour une même catégorie d'usagers, concernant le recouvrement de la facturation correctement établie sur l'exercice d'accueil des usagers adultes maintenu en établissement

pour enfants par application de l'amendement "CRETON", l'établissement de la facturation reste à la charge de l'association qui établit une facture mensuelle par établissement et arrondissement. Ces factures doivent alors faire l'objet d'un règlement par le Département dans les délais légaux impartis.

Il est à noter sur ce dernier point, qu'à la date de la clôture, le montant total des factures restants à recouvrer au titre des amendements "CRETON" facturés auprès du Département de la Réunion entre 2013 et 2025 et s'élève à 4 953 262,11 €, dont :

- un total de 14 061,62 € au titre de la facturation de l'année 2013,
- un total de 192 473,82 € au titre de la facturation de l'année 2014,
- un total de 16 667,01 € au titre de la facturation de l'année 2015,
- un total de - 23 905,98 € au titre de la facturation de l'année 2016,
- un total de 21 403,49 € au titre de la facturation de l'année 2017,
- un total de 154 658,09 € au titre de la facturation de l'année 2018,
- un total de 306 117,05 € au titre de la facturation de l'année 2019,
- un total de 439 252,34 € au titre de la facturation de l'année 2020,
- un total de 414 315,92 € au titre de la facturation de l'année 2021,
- un total de 178 677,83 € au titre de la facturation de l'année 2022,
- un total de 456 501,82 € au titre de la facturation de l'année 2023,
- un total de 1 143 396 € au titre de la facturation de l'année 2024,
- un total de 1 639 643 € au titre de la facturation de l'année 2025.

CREANCES DES TIERS FINANCEURS RESTANT DUES A LA CLOTURE

Les créances, sous compétence du Conseil Départemental, relatives à la prise en charge d'usagers sous **amendements "CRETON"**, comme détaillées ci-dessous représentent un total restant à recouvrer entre 2013 et 2025 de **4 953 262 €**,

Les créances, sous compétence du Conseil Départemental, relatives à la prise en charge des résidents des **Etablissements d'Hébergement de Personnes Agées Dépendantes** représentent un total restant à recouvrer de **2 345 124 €**, comme indiqué en page 33 de l'annexe,

Les créances, sous compétence de la Région, relatives à la gestion du **Pôle de formation** représentent un total à recouvrer entre 2021 et 2025 de **2 089 940 €** comme détaillé en page 33 de l'annexe.

L'ensemble de ces créances d'un total de 9 388 326 € correspondent donc à des financements, subventions ou participations dûment notifiés, engagés ou justifiés et aucun litige, contestation, remise en cause de ces financements accordés ou autre élément susceptible d'affecter leur recouvrement n'existe à la date de la clôture. En conséquence, ces créances sont considérées comme intégralement recouvrables et aucune dépréciation n'a été constaté dans les comptes à ce titre.

3 Principes et méthodes comptables

3.1 Principes généraux

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et des règlements ANC N°2014-03, relatif au Plan Comptable Général, et N°2018-06, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non-lucratif (en tenant compte de tous les règlements les modifiant à ce jour dans leurs versions consolidées).

L'entité ne déroge pas aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'exercice comptable s'est étendu sur 12 mois, du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Principales méthodes comptables retenues :

Autres méthodes adoptées :

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

En plus des dispositions expresses prévues dans le règlement ANC n°2018-06, les conventions comptables respectent également :

- les dispositions du Plan Comptable Général issues du règlement ANC n°2014-03,
- les dispositions spécifiques aux établissements et services médico-sociaux prévus dans le règlement ANC n°2019-04
- l'arrêté du 27 décembre 2024 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L.312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

L'application du règlement ANC N°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif implique :

- dans son article 151-1 que le résultat, le report à nouveau et les réserves des activités sociales et médico-sociales sont présentés séparément au passif du bilan de l'entité gestionnaire sur une ligne spécifique,
- dans son article 152-1 que dans son compte de résultat, l'entité gestionnaire fait apparaître distinctement la part de l'activité sociale et médico-sociale des postes suivants par une subdivision spécifique :
 - les ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales,
 - les ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et médico-sociales,
 - les contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales,
 - le résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée.

Règles et méthodes comptables

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût moyen pondéré.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont étalées sur plusieurs exercices.

Engagement de retraite

Les engagements de l'entreprise en matière d'indemnités de départ à la retraite sont calculés suivant la méthode des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière tenant compte des dispositions de la Convention Collective, des probabilités de vie et de présence dans l'entreprise, et d'une actualisation financière.

Information(s) d'importance significative nécessaire(s) à la bonne compréhension des comptes annuels qui ne serait pas détaillée par ailleurs dans l'annexe :

NEUTRALISATION DE LA DOUBLE CONSTATATION DES PRODUITS ATTENANTS AUX "AMENDEMENTS CRETON"

Les adolescents ayant atteint la majorité peuvent voir leur prise en charge en établissement pour enfants maintenue jusqu'à leurs 20 ans si aucune place ne peut leur être proposée en établissements pour adultes, et cela grâce à un texte réglementaire connu sous le nom d'amendement Creton". Le financement de la prise en charge de ces adultes, maintenus provisoirement en établissements pour enfants, est de la compétence du Conseil Départemental, et pour lequel une facturation est établie. De son côté, l'Agence Régionale de Santé finance en totalité l'établissement pour enfants pour l'ensemble des usagers pris en charge, y compris les adultes maintenus provisoirement, ce qui engendre donc une double tarification pour ces "amendements Creton".

Jusqu'en 2016, l'Association Saint François d'Assise constatait, conformément aux instructions reçues, les produits relatifs aux "amendements Creton" facturés au Conseil Départemental, ainsi que les produits liés à ces mêmes usagers intégrés dans la dotation globale allouée par l'ARS. Cette double tarification, connue des financeurs, faisait l'objet d'un traitement spécifique par le biais du compte administratif avec une retenue du trop payé de l'année N sur le tarif de l'année N+2.

En concertation avec l'ARS, il a été décidé à compter de l'exercice 2017 de neutraliser en produits constatés d'avance (PCA), la facturation établie en N au Conseil Départemental et de reprendre ce PCA en N+2.

Au 31 décembre 2025, les produits constatés d'avances comprennent les montants suivants :

- **des "amendements Creton" relatifs à l'exercice 2024, qui seront repris sur l'exercice 2026 pour un montant de 1 229 K€,**
- **des "amendements Creton" relatifs à l'exercice 2025, qui seront repris sur l'exercice 2027 pour un montant de 1 641 K€,**

TRAITEMENT COMPTABLE DES RESSOURCES DE L'ASSOCIATION

Les ressources de l'ASFA proviennent de dotations octroyées par l'ARS et par le Conseil Départemental pour les établissements médico-sociaux.

L'ARS peut octroyer sur un exercice des crédits non reconductibles (CNR) qui sont des financements complémentaires dédiés à une dépense et/ou une action définie venant en supplément des missions annuelles des établissements. Si ces CNR ne sont pas consommés sur l'exercice d'octroi, alors que l'action est toujours en cours, ces ressources sont constatées en fonds dédiés afin de venir compenser sur les exercices suivants, les dépenses qui seront réalisées post-clôture, neutralisant ainsi l'impact sur les résultats futurs de ces actions et/ou dépenses fléchées.

Des subventions sont octroyées par la Région pour le fonctionnement des Ecoles du Pôle Formation.

Certains usagers participent sur leurs ressources à la tarification et se voient facturés.

Les ressources sont constatées en produits conformément aux conventions signées.

-

3.2 Changements comptables

Changement de réglementation comptable :

Conformément à l'application du règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, qui modifie le règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan comptable général, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. L'association a opéré un changement de méthode comptable conformément à la réglementation applicable pour l'exercice 2025.

A ce titre, le changement de réglementation appliqué de manière prospective impacte la présentation des comptes de la manière suivante :

- Retraitement des éléments entrant dans le résultat exceptionnel avant l'application du Règlement en résultat courant.
- Suppression de la technique de transferts de charge qui ont été comptabilisés conformément à la nouvelle réglementation en vigueur.

4 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

4.1 Informations relatives à l'actif

4.1.1 Mouvements des postes d'immobilisations, amortissements et dépréciations

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée le cas échéant dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production.
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale.
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les immobilisations sont amorties selon les méthodes suivantes :

- Matériels : 5 à 10 ans en linéaire ;
- Matériels de transport : 4 à 5 ans en linéaire ;
- Matériels de bureau : 5 à 10 ans en linéaire ;
- Matériels informatiques : 3 à 5 ans en linéaire ;
- Mobiliers : 10 ans en linéaire ;
- Aménagements des terrains : 50 ans en linéaire ;
- Constructions : 10 à 50 ans en linéaire ;
- Aménagements des constructions : 7 à 20 ans en linéaire.

1. Tableau des immobilisations – Cadre général

| | Montant brut à l'ouverture de l'exercice | Augmentations | Diminutions | Montant brut à la clôture de l'exercice |
|-------------------------------|--|---------------|-------------|---|
| Immobilisations incorporelles | 2 325 522 | 30 737 | - | 2 356 259 |
| Immobilisations corporelles | 136 559 802 | 4 997 562 | - | 141 557 365 |
| Immobilisations financières | 9 240 356 | 224 004 | 2 130 000 | 7 334 361 |
| TOTAL | 148 125 682 | 5 252 304 | 2 130 000 | 151 247 986 |

Le poste de « Immobilisations financières » s'élevant à 7 334 361 € comprend :

- Titres de participations dans la SASU ASFA Immobilier pour **110 000 €**,
- Créances rattachées à la participation prise dans la SASU pour **2 594 075 €**,
- Titres immobilisés sous la forme d'un contrat de capitalisation dénommé « Suravenir » d'une valeur initiale de **2 000 000 €**, valorisé au 31/12/2025 à 2 573 872 € et des titres auprès de SOGAMA pour **35 000 €** et de la Caisse d'Épargne pour **3 640 €**,
- Titres et valeurs mobilières de placements à long terme d'une valeur initiale de **697 460 €**, valorisés au 31/12/2025 à 754 523 €,
- Participation à l'effort de construction constatée en prêt et remboursables au bout de 20 ans ; la participation accumulée entre 2006 et 2025 s'élève à **1 301 404 €**,
- Dépôts et cautionnements versés = **16 601 €**.

2. Tableau des amortissements – Cadre général

| | Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice | Augmentations : dotations de l'exercice | Diminutions | Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice |
|-------------------------------|---|---|-------------|---|
| Immobilisations incorporelles | 1 986 278 | 120 791 | - | 2 107 070 |
| Immobilisations corporelles | 70 411 553 | 3 839 419 | - | 74 250 972 |
| Immobilisations financières | - | - | - | - |
| TOTAL | 72 397 831 | 3 960 211 | - | 76 358 042 |

3. Tableau des dépréciations

| | Dépréciations à l'ouverture de l'exercice | Augmentations : Dotations de l'exercice | Diminutions : Reprises de l'exercice | Dépréciations à la clôture de l'exercice |
|-------------------------------|---|---|---|--|
| Immobilisations incorporelles | - | - | - | - |
| Immobilisations corporelles | 31 005 | - | - | 31 005 |
| Immobilisations financières | - | - | - | - |
| Stocks et en-cours | - | - | - | - |
| Créances | 398 408 | - | - | 398 408 |
| TOTAL | 429 413 | - | - | 429 413 |

4.1.2 Informations relatives aux filiales et participations

| | Capitaux propres (2)(3) | Quote-part du capital détenue (en %) | Valeur comptable des titres détenus (4) | |
|---|----------------------------|---|--|-------|
| | | | Brute | Nette |
| <i>Renseignements concernant les filiales (+ de 50% du capital détenu par la société)</i> | | | | |
| <i>1. Renseignements détaillés pour chaque filiale (1)</i> | | | | |
| SASU ASFA IMMOBILIER | - | 100 | 110 000 | - |
| - | - | - | - | - |
| <i>2. Renseignements globaux pour les filiales non reprises au 1</i> | | | - | - |
| A. Total des filiales | | | 110 000 | - |
| <i>Renseignements concernant les participations (10 à 50% du capital détenu par la société)</i> | | | | |
| <i>1. Renseignements détaillés pour chaque participation (1)</i> | | | | |
| - | - | - | - | - |
| - | - | - | - | - |
| <i>2. Renseignements globaux pour les participations non reprises au 1</i> | | | - | - |
| B. Total des participations | | | - | - |
| C. Total des filiales et participations (A+B) | | | 110 000 | - |

| | Montant net des prêts et avances consentis par la société (4)(5) | Montant des engagements donnés par la société (4) | Chiffre d'affaires HT du dernier exercice clos (3)(4)(6)(7) | Résultat (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) (3)(4)(7) |
|---|--|---|---|---|
| <i>Renseignements concernant les filiales (+ de 50% du capital détenu par la société)</i> | | | | |
| <i>1. Renseignements détaillés pour chaque participation (1)</i> | | | | |
| SASU ASFA IMMOBILIER | 2 594 075 | - | - | - |
| - | - | - | - | - |
| <i>2. Renseignements globaux pour les filiales non reprises au 1</i> | - | - | | |
| A. Total des filiales | 2 594 075 | - | | |
| <i>Renseignements concernant les participations (10 à 50% du capital détenu par la société)</i> | | | | |
| <i>1. Renseignements détaillés pour chaque participation (1)</i> | | | | |
| - | - | - | - | - |
| - | - | - | - | - |
| <i>2. Renseignements globaux pour les participations non reprises au 1</i> | - | - | | |
| B. Total des participations | - | - | | |
| C. Total des filiales et participations (A+B) | 2 594 075 | - | | |

| | Dividendes encaissés par la société en cours de l'exercice (4) | Observations |
|--|--|--------------|
| <i>1. Renseignements détaillés pour chaque filiale (1)</i> | | |
| SASU ASFA IMMOBILIER | - | - |
| - | - | - |
| <i>2. Renseignements globaux pour les filiales non reprises au 1</i> | - | - |
| A. Total des filiales | - | |
| <i>1. Renseignements détaillés pour chaque participation (1)</i> | | |
| - | - | - |
| - | - | - |
| <i>2. Renseignements globaux pour les participations non reprises au 1</i> | - | - |
| B. Total des participations | - | |
| C. Total des filiales et participations (A+B) | - | |

(1) Dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication.

(2) Dans la monnaie locale d'opération.

(3) Lorsqu'une filiale ou participation a demandé lors du dépôt des comptes annuels qu'ils ne soient pas rendus publics suivant les dispositions prévues pour les micro-entreprises à l'article L. 232-25 du code de commerce, ces colonnes peuvent ne pas être renseignées.

(4) En euros.

(5) Sous déduction des dépréciations le cas échéant.

(6) Lorsqu'une filiale ou participation a demandé lors du dépôt des comptes annuels que le compte de résultat ne soit pas rendu public suivant les dispositions prévues pour les petites entreprises à l'article L. 232-25 du code de commerce, le chiffre d'affaires réalisé par cette filiale ou participation peut ne pas être renseigné.

(7) S'il s'agit d'un exercice dont la clôture ne coïncide pas avec celle de l'exercice de la société ou des données d'un exercice antérieur du fait de la non-disponibilité des comptes à la date d'établissement des comptes, le préciser dans la colonne "Observations".

4.1.3 Dépréciations de l'actif circulant

| Postes | Au 31-12-2025 | Au 31-12-2024 |
|---------------------------------------|---------------|---------------|
| Créances clients et comptes rattachés | 398 408 | 398 408 |
| Autres créances | - | - |
| TOTAL | 398 408 | 398 408 |

4.1.4 État des échéances des créances à la clôture de l'exercice

| Créances | Montant brut | Échéance à un an au plus | Échéance à plus d'un an |
|--------------------------------|--------------|-----------------------------|----------------------------|
| Créances de l'actif immobilisé | 3 912 079 | - | 3 912 079 |
| Créances de l'actif circulant | 16 428 128 | 16 428 128 | - |
| Charges constatées d'avance | 379 971 | 379 971 | - |
| TOTAL | 20 728 178 | 16 808 099 | 3 912 079 |

Le poste de « Créances de l'actif immobilisé » contenant un total de 3 912 079 € comprend les soldes suivants :

- Créances rattachées à la participation à la SASU ASFA IMMOBILIER pour **2 594 075 €**,
- Créances liées aux participations à l'effort de construction des années 2006 à 2025 constatées en prêts remboursables à 20 ans pour **1 301 404 €**,
- Dépôts et cautionnements versés pour **16 600 €**

Le poste de « Créances de l'actif circulant » contenant un total de 16 468 128 € comprend les soldes suivants :

- Stock et en cours = **555 412 €**
- Créances clients et comptes rattachés = **10 238 697 €**

Concernant les soldes des créances clients, ces dernières sont composées pour majeure partie des créances au titre des amendements « CRETON » pour 4 953 262 €, et des créances liées aux résidents des EHPAD pour 2 345 124 €.

- Fournisseurs – avances et acomptes = **416 800 €**
- Personnel – avances et acomptes = **6 810 €**
- Organismes sociaux au titre de produits à recevoir (Indemnités de sécurité sociale, prévoyance et remboursement de formation) = **760 876 €**
- Autres débiteurs divers et fonds en dépôts = **161 117 €**
- Sommes versées au titre du Compte Epargne Temps = **1 283 987 €**
- Soldes à recevoir sur subventions d'investissement = **950 990 €**
- Soldes à recevoir sur subventions d'exploitation = **2 093 440 €**.

Concernant les soldes sur subventions d'exploitation, la majeure partie, à savoir 2 089 940 € concernent les soldes à recevoir sur les écoles des années 2021 à 2025 à savoir :

REGION : Solde restant à encaisser pour les 3 écoles au titre de 2021 (35 %) soit 397 479 €,

REGION : Solde restant à encaisser pour les 3 écoles au titre de 2022 (15 %) soit 177 825 €,

REGION : Solde restant à encaisser pour les 3 écoles au titre de 2023 (15 %) soit 195 056 €,

REGION : Solde restant à encaisser pour les 3 écoles au titre de 2024 (15 %) soit 206 632 €,

REGION : Solde restant à encaisser pour les 3 écoles au titre de 2025 (76 %) soit 1 112 948 €.

Ces soldes des 5 dernières années ne font l'objet d'aucune provision pour dépréciation, le contrôle des comptes des années 2021 à 2025 n'ayant pas encore été initié par la Région.

4.2 Informations relatives au passif

4.2.1 Provisions et passifs éventuels

| Rubriques | Montant à l'ouverture de l'exercice | Augmentations : dotations de l'exercice |
|---|--|--|
| Provisions pour risques | 1 280 132 | 71 600 |
| <i>dont provisions pour litiges</i> | 1 251 759 | 71 600 |
| <i>dont provisions pour garanties données aux clients</i> | - | - |
| <i>dont provisions pour amendes et pénalités</i> | - | - |
| <i>dont provisions pour pertes de change</i> | - | - |
| <i>dont provisions pour pertes sur contrats</i> | - | - |
| <i>Dont autres provisions pour risques</i> | 28 372 | - |
| Provisions pour charges | 2 770 447 | 321 439 |
| <i>dont engagements de retraite et avantages similaires</i> | 2 770 447 | 321 439 |
| <i>dont provisions pour restructurations</i> | - | - |
| <i>dont provisions pour impôts</i> | - | - |
| <i>dont provisions pour renouvellement des immobilisations - entreprises concessionnaires</i> | - | - |
| <i>dont provisions pour gros entretien ou grandes révisions</i> | - | - |
| <i>dont provisions pour remise en état</i> | - | - |
| <i>Dont autres provisions pour charges</i> | - | - |
| TOTAL | 4 050 579 | 393 039 |

| Rubriques | Diminutions : reprises de l'exercice | | Montant à la clôture de l'exercice |
|---|--------------------------------------|---------------|------------------------------------|
| | Utilisées | Non-utilisées | |
| Provisions pour risques | 727 887 | - | 623 845 |
| <i>dont provisions pour litiges</i> | 727 887 | - | 595 472 |
| <i>dont provisions pour garanties données aux clients</i> | - | - | - |
| <i>dont provisions pour amendes et pénalités</i> | - | - | - |
| <i>dont provisions pour pertes de change</i> | - | - | - |
| <i>dont provisions pour pertes sur contrats</i> | - | - | - |
| <i>Dont autres provisions pour risques</i> | - | - | 28 372 |
| Provisions pour charges | 120 133 | - | 2 971 753 |
| <i>dont engagements de retraite et avantages similaires</i> | 120 133 | - | 2 971 753 |
| <i>dont provisions pour restructurations</i> | - | - | - |
| <i>dont provisions pour impôts</i> | - | - | - |
| <i>dont provisions pour renouvellement des immobilisations - entreprises concessionnaires</i> | - | - | - |
| <i>dont provisions pour gros entretien ou grandes révisions</i> | - | - | - |
| <i>dont provisions pour remise en état</i> | - | - | - |
| <i>Dont autres provisions pour charges</i> | - | - | - |
| TOTAL | 848 020 | - | 3 595 599 |

A/ Les provisions pour litige sont en rapport avec les contentieux existants avec le personnel.

B/ Les provisions pour pensions et obligations similaires comprend les droits provisionnés au titre de l'indemnité de départ à la retraite.

La méthode retenue est la méthode des unités de crédits projetées (ou méthode du prorata des droits au terme).

Cette méthode est définie par la norme comptable IAS 19 révisée (norme européenne) et par la norme FAS 87 (norme US GAAP). Elle est conforme à la recommandation 2003 R-01 du CNC.

Le taux d'actualisation est le taux IBOXX Corporates AA, **soit 3.60 % au 31/12/2025** contre 3.35 % au 31/12/2024.

Il a été tenu compte d'une revalorisation des salaires à 1 % pour l'ensemble des salariés, de charges patronales au taux de 51 % pour les non-cadres et au taux de 53 % pour les cadres. Les calculs sont établis sur la base de Convention Collective Nationale de l'hospitalisation privée du 31 octobre 1951.

La table de mortalité est la table INSEE 2018 avec un départ volontaire à la retraite entre 60 et 67 ans.

Les sorties des salariés de l'effectif sont toutes traitées intégralement en reprise de provision au compte de résultat, quel que soit le motif de la sortie (retraite, démission, départ négocié...). Par ailleurs, l'association a décidé de ne pas provisionner en totalité les écarts actuariels en appliquant la méthode du corridor.

Les écarts actuariels non comptabilisés au 31/12/2025 s'élèvent à - 734 €, soit un engagement de 2 971 132 € au 31/12/2025

C/ Les autres provisions pour risques et charges d'un total de 28 372,65 € contiennent le montant des droits à congés payés non attribués aux personnels en arrêt maladie sur les 3 dernières années, et qui se sont manifestés afin de voir leurs droits régularisés.

Le montant total des droits à congés payés des personnels en situation d'arrêt maladie sur les 2 dernières années (2022 & 2023) qui n'a donné lieu à aucune demande de régularisation est estimée à 181 674 € bruts chargés.

4.2.2 État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

| Dettes ^(a) | Montant brut | Échéance à un an au plus | Échéance à plus d'un an et cinq ans au plus | Échéance à plus de cinq ans |
|--------------------------------------|--------------|-----------------------------|--|--------------------------------|
| Emprunts et dettes assimilées | 17 435 412 | 2 006 262 | 5 232 218 | 10 196 932 |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 3 104 239 | 3 104 239 | - | - |
| Autres dettes | 7 833 542 | 7 833 542 | - | - |
| Produits constatés d'avance | 2 971 264 | 2 971 264 | - | - |
| TOTAL | 31 344 458 | 15 915 307 | 5 232 218 | 10 196 932 |

(a) À développer si nécessaire.

Le capital des emprunts restant à rembourser au 31/12/2025 s'élèvent à 16 951 403,28 €uros. Il s'agit des emprunts contractés aux conditions suivantes auprès des établissements ci-dessous :

- Emprunt auprès de la Caisse des dépôts pour 8 166 318 € au taux fixe de 3,15 % dont le capital restant à rembourser est de **4 151 211,65** € et qui court jusqu'en 2041,
- Emprunt auprès de la Caisse des dépôts pour 5 000 000 € au taux fixe de 2,66 % dont le capital restant à rembourser est de **3 427 762,65** € et qui court jusqu'en 2041,
- Emprunt auprès de l'Agence Française de Développement pour 9 000 000 € au taux fixe de 3,13 % dont le capital restant à rembourser est de **299 734,77** € et qui court jusqu'en 2026,
- Emprunt auprès de la Financière OCEOR pour 10 175 112 € au taux initial de 1,27 % indexé sur la conversion du Dollar en Francs Suisse à la date anniversaire du contrat, à chaque mois d'octobre. Au 10/10/2025, le taux calculé était de 13,82 %. Le capital restant à rembourser est de **4 633 0244,14** € et court jusqu'en 2034,
- Emprunt auprès de la Financière OCEOR pour 4 840 000 € au taux initial de 1,27 % indexé sur la conversion du Dollar en Francs Suisse à la date anniversaire du contrat, à chaque mois d'octobre. Au 10/10/2025, le taux calculé était de 13,82 %. Le capital restant à rembourser est de **2 203 791,66** € et court jusqu'en 2034,
- Emprunt auprès du Crédit Agricole pour 2 661 378 € au taux fixe de 1,85 % dont le capital restant à rembourser est de **2 235 880,41** € et qui court jusqu'en 2042.

4.2.3 Variation des fonds propres

1. Variation des fonds propres

| | À l'ouverture de l'exercice | Affectation du résultat | | Augmentation | |
|--|--------------------------------|-------------------------|---------------------------------|--------------|------------------------------|
| | Montant | Montant | Dont générosité du public | Montant | Dont générosité du public |
| Fonds propres sans droit de reprise | 4 643 860 | - | - | - | - |
| Fonds propres avec droit de reprise | - | - | - | - | - |
| Écarts de réévaluation | - | | | - | |
| Réserves | 58 756 155 | 2 528 513 | - | - | |
| <i>dont activité sociale et médico-sociale</i> | 58 756 155 | 2 528 513 | - | - | |
| Report à-nouveau | -3 937 537 | - | - | - | |
| <i>dont activité sociale et médico-sociale</i> | -3 937 537 | - | - | - | |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 2 082 107 | - | - | 622 485 | - |
| <i>dont activité sociale et médico-sociale</i> | 2 127 717 | - | - | 621 523 | - |
| Dotations consommables | - | - | - | - | - |
| Subventions d'investissement | 5 015 909 | | | - | |
| Provisions réglementées | 228 120 | | | - | |
| TOTAL | 66 788 615 | 2 528 513 | - | 622 485 | - |

| | Diminution ou consommation | | À la clôture de l'exercice |
|--|----------------------------|---------------------------|----------------------------|
| | Montant | Dont générosité du public | Montant |
| Fonds propres sans droit de reprise | -45 611 | - | 4 598 249 |
| Fonds propres avec droit de reprise | - | - | - |
| Écarts de réévaluation | - | | - |
| Réserves | -107 053 | | 61 177 615 |
| <i>dont activité sociale et médico-sociale</i> | -107 053 | | 61 177 615 |
| Report à-nouveau | -305 236 | | -4 242 774 |
| <i>dont activité sociale et médico-sociale</i> | -305 236 | | -4 242 774 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | -2 082 107 | - | 622 485 |
| <i>dont activité sociale et médico-sociale</i> | -2 127 717 | - | 621 523 |
| Dotations consommables | - | - | - |
| Subventions d'investissement | -310 122 | | 4 705 786 |
| Provisions réglementées | - | | 228 120 |
| TOTAL | -2 850 131 | - | 67 089 482 |

4.2.4 Variation des fonds dédiés

| | | | Utilisations | | A la clôture de l'exercice | | |
|--|------------------------------|---------|-------------------|--------------------------|----------------------------|-------------------|--|
| Projets | Al'ouverture del'exercice | Reports | Montant global | Dont rembour- sements | Transferts | Montant global | Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices |
| Fonds dédiés sur concours publics des entités gestionnaires d'établissements ou services sociaux ou médico-sociaux - Fonds dédiés à l'investissement | | | | | | | |
| Camsp-2009-Construction & parking | 212 204 | | 13 954 | | - 10 | 198 240 | - |
| Camsp-2013-Soutien à l'investissement | 300 000 | | | | | 300 000 | 300 000 |
| Camsp-2015-Soutien à l'investissement | 197 990 | | | | | 197 990 | - |
| Cem-2007-Délocalisation | 227 391 | | | | | 227 391 | - |
| Cem-2008-Normes+ d'attente | - 1 | | | | | - 1 | - |
| Cem-2013-Abri+Investissement | 88 054 | | | | | 88 054 | - |
| Cellule Appui Développement-2022-Subv. DRAJES"Volontaires & enga | 7 000 | | | | | 7 000 | 7 000 |
| Ehpad-2025-Panneaux photovoltaïque SF | | 91 868 | | | | 91 868 | - |
| Ehpad-2025-Panneaux photovoltaïque SC | | 24 154 | | | | 24 154 | - |
| Ehpad-2025-Système GTC | | 25 832 | | | | 25 832 | - |
| Ehpad-2025-Mise en conformité de la qualité de l'air | | 3 440 | | | | 3 440 | - |
| Ehpad-2010-Construction | 222 239 | | 36 720 | | | 185 519 | - |
| Ehpad-2014-Construction | 319 662 | | 52 817 | | 18 053 | 284 898 | - |
| Ehpad-2020-Equipement | 20 000 | | 20 000 | | | - | - |
| Ehpad-2022-Matériels de soins | 59 705 | | | | | 59 705 | - |
| Ehpad-2023-Matériels adaptés | 10 000 | | 10 000 | | | - | - |
| Ehpad-2023-Qualité de vie au travail | 30 000 | | 30 000 | | | - | - |
| HE-2008-Restructuration | 433 816 | | 30 632 | | | 403 184 | - |
| HE-2024-Symphonie | 27 000 | | | | | 27 000 | - |
| HE-2024-Hopen | 10 750 | | | | | 10 750 | - |
| HE-2025-Innovation transformation numérique offre de soins | | 15 564 | | | | 15 564 | - |
| HE-2025-NATHopen | | 25 082 | | | | 25 082 | - |
| HE-2025-NATSymphonie | | 11 000 | | | | 11 000 | - |
| Ime-2008-Bureautique | 13 000 | | | | | 13 000 | 13 000 |
| Ime-2011-Rénovation de l'offre | 315 592 | | | | | 315 592 | - |
| Ime-2013-Délocalisation | 432 296 | | 28 809 | | - 241 | 403 246 | - |
| Ime-2014-Délocalisation | 206 715 | | 19 206 | | | 187 509 | - |
| Ime-2015-Délocalisation | 222 967 | | 14 405 | | | 208 562 | - |
| Mas-2009-Mesures conservatoires | 268 300 | | 25 014 | | | 243 286 | - |
| Mas-2015-Equipements et extension | 279 670 | | | | | 279 670 | - |
| Mas-2017-Portails | 1 | | | | | 1 | - |
| Mas-2022-Domotique | 172 900 | | | | | 172 900 | 172 900 |
| Mas-2022-Réhabilitation Mas Franche Terre | 324 434 | | | | | 324 434 | 324 434 |
| Poly-2007-Investissement | 88 387 | | 4 751 | | | 83 636 | - |
| Poly-2008-Batiment | 11 586 | | 3 192 | | - 1 712 | 6 682 | - |
| Poly-2011-Multimédia | 1 | | | | | 1 | - |
| Poly-2013-Termite | - 1 | | | | | - 1 | - |
| Poly-2013-Abri polyvalent | 147 186 | | 7 912 | | | 139 274 | - |
| Poly-2014-Extension | 294 664 | | 15 840 | | | 278 824 | - |
| Samsah-2007-Dotation 1er établissement | 1 723 | | | | | 1 723 | 1 723 |
| Samsah-2008-Mise aux normes | 15 000 | | | | | 15 000 | 15 000 |
| Samsah-2017-Affectation de résultats 2012/2017 | 45 241 | | | | | 45 241 | 45 241 |
| Sessad-2011-Investissement Internat | 904 192 | | 66 495 | | - 15 356 | 822 341 | - |

| | | | Utilisations | | | A la clôture de l'exercice | |
|--|--------------------------------|---------|-------------------|--------------------------|------------|----------------------------|--|
| Projets | A l'ouverture de l'exercice | Reports | Montant global | Dont rembour- sements | Transferts | Montant global | Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices |
| Fonds dédiés sur concours publics des entités gestionnaires d'établissements ou services sociaux ou médico-sociaux - Fonds dédiés à l'exploitation | | | | | | | |
| Campsp-2016-Formation Personnel | 2 243 | | 2 243 | | | - | - |
| Campsp-2019-Renforcement EDAP | 199 569 | | 199 569 | | | - | - |
| Campsp-2020-Evolution de l'offre | 19 956 | | 19 956 | | | - | - |
| Campsp-2024- Gestionnaire de liste d'attente | 192 000 | | 159 837 | | | 32 163 | - |
| Campsp-2024-hausse temps travail / assistant de service social | 82 500 | | | | | 82 500 | - |
| Campsp-2025-Prime Covid QVT Evaluation Précoce Enfants | | 12 856 | | | | 12 856 | - |
| Cem-2007-Formation Personnel | 3 778 | | | | | 3 778 | 3 778 |
| Cem-2007-Portes Coupe Feu | 113 | | | | | 113 | 113 |
| Cem-2016-Formation Personnel | 2 266 | | | | | 2 266 | 2 266 |
| Cem-2020-Evolution de l'offre | 17 055 | | 17 055 | | | - | - |
| Cem-2022-Parcours de vie | 44 842 | | | | | 44 842 | 44 842 |
| Cem-2022-Offre Service CRETONS | 6 000 | | | | | 6 000 | 6 000 |
| Cem-2023-Plateforme de répit EST | 111 425 | | 20 091 | | | 91 334 | - |
| Cem-2023-Adapter l'offre CRETON | 24 000 | | | | | 24 000 | 24 000 |
| Cem-2024-Recettes "Dîner dansant" | 5 216 | | | | | 5 216 | - |
| Cem-2025-Colonie Vacances (via ALEFPA) | | 76 000 | | | | 76 000 | - |
| Ehpad-2016-Tenues de travail | 1 | | | | | 1 | - |
| Ehpad-2017-Formation du personnel | 19 000 | | 19 000 | | 1 174 | 1 174 | - |
| Ehpad-2018-Qualité de Vie au Travail | 4 769 | | 4 769 | | | - | - |
| Ehpad-2022-PASA 2014-2023 | 778 790 | | 89 587 | | | 689 203 | - |
| Ehpad-2023-Surcoût Prêt indexé | 437 666 | 247 605 | 603 234 | | | 82 037 | - |
| Ehpad-2025-Surcoût Medecins et Kiné | | - | 303 311 | | 303 311 | - | - |
| Epuer-2022-Actions reportables | 2 635 | | | | | 2 635 | 2 635 |
| HE-2014-Coordination Régionale Plan Urgence | 15 220 | | | | | 15 220 | 15 220 |
| HE-2014-SSRPédiatrie hors les murs | 131 367 | | | | | 131 367 | 131 367 |
| HE-2020-Mesures Segur | 37 378 | | | | | 37 378 | 37 378 |
| HE-2020-Surcout Covid | 757 384 | | | | - 303 311 | 454 073 | - |
| HE-2021-Transport Inter-établissements | 107 702 | | | | | 107 702 | 107 702 |
| HE-2021-Revalorisation Segur & Compensations | 278 002 | | | | | 278 002 | 278 002 |
| HE-2022- Medicaments temporaires | 5 358 | | | | | 5 358 | 5 358 |
| HE-2022-Transport Inter-établissements | 165 778 | | | | | 165 778 | 165 778 |
| HE-2022-Transposition points d'indices | 46 908 | | | | | 46 908 | 46 908 |
| HE-2022-Scolarisation | 8 491 | | | | | 8 491 | 8 491 |
| HE-2022-Segur, Inflation & surcoût Covid | 118 162 | | | | | 118 162 | 118 162 |
| HE-2022-Attractivité Carrières soignantes | 49 089 | | | | | 49 089 | 49 089 |
| HE-2022- Medicaments temporaires | 1 215 | | | | | 1 215 | 1 215 |
| HE-2023-Hyperspécialisation et études médicales | 71 970 | | | | | 71 970 | 71 970 |
| HE-2023-Mesures Segur & Guerini | 260 071 | | | | | 260 071 | 260 071 |
| HE-2023-Transport Inter-Ets, Segur, Points d'indice | 278 491 | | | | | 278 491 | 278 491 |
| HE-2024-Formation Patients ETP | 19 000 | | 19 000 | | | - | - |
| HE-2024-Mesures Segur & Guerini | 336 185 | | | | | 336 185 | - |
| HE-2024-Majoration Coefficient Géographique | 92 733 | | | | | 92 733 | - |
| HE-2024-Soutien exceptionnel EBNL | 209 326 | | | | | 209 326 | - |
| HE-2024-Application Modèle A posteriori | 23 932 | | | | | 23 932 | - |
| HE-2025-Plateaux techniques spécialisés | | 22 819 | 22 819 | | | - | - |
| HE-2025-Scolarisation | | 86 802 | 86 802 | | | - | - |
| HE-2025- Hyperspécialisation | | 239 378 | 239 378 | | | - | - |

| | | | Utilisations | | A la clôture de l'exercice | | |
|--|-------------------------------|---------|-------------------|--------------------------|----------------------------|-------------------|--|
| Projets | Al'ouverture de l'exercice | Reports | Montant global | Dont rembour- sements | Transferts | Montant global | Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices |
| Fonds dédiés sur concours publics des entités gestionnaires d'établissements ou services sociaux ou médico-sociaux - Fonds dédiés à l'exploitation | | | | | | | |
| HE-2025-Mesures RH Guerini et Attractivité | | 268 794 | 268 794 | | | - | - |
| HE-2025-Soutien activité | | 61 708 | | | | 61 708 | - |
| HE-2025-Hébergement temporaire non médicalisé | | 13 760 | | | | 13 760 | - |
| HE-2025-Pédiatrie Développement Activité | | 490 000 | | | | 490 000 | - |
| HE-2025-Pédiatrie Développement Activité avant reprise ADJ | | 269 879 | | | | 269 879 | - |
| HE-2025-Ti Kaz (Plateau ETP) | | 2 250 | | | | 2 250 | - |
| HE-2025-Obésité ETP (Plateau ETP) | | 6 750 | | | | 6 750 | - |
| HE-2025-Epilepsie ETP (Plateau ETP) | | 13 500 | | | | 13 500 | - |
| IFAP-2011-Frais stagiaires | - 1 | | | | | - 1 | - |
| Ime-2011-Assiatnce Maîtrise Ouvrage | 13 288 | | 13 288 | | | - | - |
| Ime-2011-Séjour métropole | 5 533 | | 5 533 | | | - | - |
| Ime-2011-Prospection métropole | 4 720 | | 4 720 | | | - | - |
| Ime-2014-Formation "accès aux soins PH" | 400 | | 400 | | | - | - |
| Ime-2015-Gratification stagiaires | 8 555 | | 8 555 | | | - | - |
| Ime-2016-Formation Personnel | 4 198 | | 4 198 | | | - | - |
| Ime-2020-Evolution de l'offre | 35 000 | | 35 000 | | | - | - |
| Ime-2020-Démarche Lieux sans tabac | 40 647 | | 40 647 | | | - | - |
| Ime-2023-8 Places d'attente | 275 549 | | 15 634 | | | 259 915 | - |
| Ime-2024-Mesures Segur pour tous | 17 537 | | 17 537 | | | - | - |
| Ime-2025-Vie intime et affective | | 30 240 | | | | 30 240 | - |
| Ime-2025-Perspektiv | | 120 000 | | | | 120 000 | - |
| Ime-2025-QVCT "Arborescence" | | 17 800 | | | | 17 800 | - |
| Ime-2025-Gratifications stagiaires | | 12 400 | | | | 12 400 | - |
| IRFe-2015-Frais Déplacement | 1 | | | | | 1 | - |
| IRFErgo-2021-Actions reportables | 22 253 | | | | | 22 253 | 22 253 |
| Mas-2015-Formation Vie affective et sexualité | 2 407 | | 2 407 | | | 0 | - |
| Mas-2016-Formation Personnel | 4 198 | | 4 198 | | | - | - |
| Mas-2020-S.I. suivi orientations (DUMS) | 41 567 | | 41 567 | | | - 0 | - |
| Mas-2020-Evolution de l'offre | 31 601 | | 31 601 | | | - | - |
| Mas-2025-Coordination territoriale | | 63 130 | 8 931 | | | 54 199 | - |
| Mas-2025-QVT Rails transfert mobilisés | | 125 278 | | | | 125 278 | - |
| Mas-2025-Evaluation VINELAND II | | 625 | | | | 625 | - |
| Mas-2025-Renouvellement lits + Matelas | | 25 763 | | | | 25 763 | - |
| Mas-2025-Installation d'appels malade | | 11 710 | | | | 11 710 | - |
| Mas-2025-Equipement TOVER TAFEL | | 18 900 | | | | 18 900 | - |
| Mas-2025-QVT analyse comportements | | 9 590 | | | | 9 590 | - |
| Poly-2007-Luute c/o Termites | 3 087 | | | | | 3 087 | 3 087 |
| Poly-2009-Prise en charge de PEC | 25 000 | | | | | 25 000 | 25 000 |
| Poly-2013-Gratification stagiaires | 3 570 | | | | | 3 570 | 3 570 |
| Poly-2015-Gratification stagiaires | 1 246 | | | | | 1 246 | 1 246 |
| Poly-2016-Formation Personnel | 3 687 | | | | | 3 687 | 3 687 |
| Poly-2020-Evolution de l'offre | 27 756 | | 27 757 | | | - 1 | - |
| Poly-2023-Formation Personnel polyhandicap | 22 480 | | | | | 22 480 | 22 480 |
| Samsah-2008-Transfert | 7 337 | | | | | 7 337 | 7 337 |
| Samsah-2016-Formation Personnel | 168 | | | | | 168 | 168 |
| Samsah-2020-Evolution de l'offre | 2 651 | | 2 651 | | | - | - |
| Sessad-2011-Acquisitions diverses | 7 100 | | | | | 7 100 | 7 100 |
| Sessad-2016-Formation Personnel | 584 | | | | | 584 | 584 |
| Sessad-2020-Evolution de l'offre | 4 449 | | 4 451 | | | - 2 | - |
| Sessad-2020-Suractivité temporaire 4 places sur 2 ans | 136 725 | | | | | 136 725 | 136 725 |
| Sessad Moteurs-2016-Formation Personnel | 826 | | | | | 826 | 826 |
| Sessad Moteurs-2020-Evolution de l'offre | 6 217 | | 6 217 | | | - | - |
| Sessad Moteurs-2021-Suractivité temporaire 4 places sur 2 ans | 178 127 | | | | | 178 127 | 178 127 |

| | | | Utilisations | | | A la clôture de l'exercice | |
|--|-----------------------------|-----------|----------------|---------------------|------------|----------------------------|---|
| Projets | A l'ouverture de l'exercice | Reports | Montant global | Dont remboursements | Transferts | Montant global | Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices |
| Fonds dédiés sur Subventions d'exploitation | | | | | | | |
| Cem-2022-"Dispositif LUMÉEN" | 6 000 | | | | | 6 000 | 6 000 |
| Cem-2023-projet "APP SANTE" | 3 500 | | | | | 3 500 | 3 500 |
| Cem-2025-Actions Culture et Santé | | 6 000 | | | | 6 000 | - |
| Ehpad-2024-Actions Culture et Santé | 6 000 | | | | | 6 000 | - |
| | | | | | | | |
| Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | 11 831 213 | 3 843 943 | 4 123 951 | - | 1 908 | 11 553 112 | 2 959 824 |

Les fonds dédiés sont classés comptablement selon les biens qu'ils financent.

Dans le tableau ci-dessus, sont détaillés les fonds dédiés, par destination (exploitation ou investissement), par année d'obtention, par établissements et par projet fléché.

Lorsqu'il s'agit de fonds dédiés destinés à compenser des charges sur des exercices ultérieurs, un fonds dédié à l'exploitation est utilisé par le biais du compte 1922.

Si le fonds dédié est utilisé pour financer une immobilisation, un fonds dédié à l'investissement sera constaté par le biais du compte 1921.

La colonne « Reports » recense tous les financements reçus sur l'exercice 2025 qui n'ont pas pu être consommé avant la date de clôture et qui sont reportés sur les exercices ultérieurs par l'utilisation biais du compte 6892x

La colonne « Utilisations » recense tous les financements reçus sur l'exercice ou sur des exercices antérieurs à 2025 au titre d'actions déterminées qui sont effectivement réalisés sur l'exercice. La consommation en charge est neutralisée par la reprise du fonds dédié par un compte de produits en 7892x.

L'écart pour 1 908 € de la colonne "Transfert" provient des mouvements ayant affectés les fonds dédiés mais qui n'ont pas été constaté par les comptes de charges (689) ou de produits (789) appropriés.

Il s'agit du mouvement suivant, à savoir :

- de la correction du calcul des fiches d'amortissement des subventions ayant financé des investissements et amorties depuis l'application du règlement ANC 2018-06. Le changement de logiciel de comptabilité, passant de SAP à CEGI a induit la reprise de toutes les fiches d'amortissements des fonds dédiés existantes. Cette reprise a donné lieu à certains ajustements de calculs jugés non significatifs pour un montant de 1 908 €.

4.3 Informations relatives au compte de résultat

4.3.1 Précisions relatives à certains éléments

1. Produits à recevoir et charges à payer au titre de l'exercice

| Produits à recevoir | Montants | Charges à payer | Montants |
|------------------------------------|------------------|------------------------------------|------------------|
| Ind. Journalières Prévoyance | 647 140 | Provision pour congés payés | 1 913 057 |
| Rbst Frais de formation | 43 354 | Provision CET & Précarité Emploi | 1 276 706 |
| Intérêts des placements financiers | 78 770 | Charges patronales/congés payés | 922 667 |
| Ind. Journalières Sécurité Sociale | 70 380 | Charges patronales/CET & Précarité | 616 037 |
| Factures à établir | 254 872 | Factures à recevoir | 765 968 |
| - | - | Impôts sur placements financiers | 7 877 |
| - | - | Avoirs à établir | 62 115 |
| - | - | Intérêts courus sur emprunts | 220 893 |
| TOTAL | 1 094 518 | TOTAL | 5 785 322 |

2. Produits et charges imputables à un autre exercice

| Produits imputables | Montants | Charges imputables | Montants |
|--------------------------------------|------------------|-----------------------------------|----------------|
| <u>Produits constatés d'avance :</u> | - | CCA - Abonnements | 788 |
| Facturation CRETON 2024 repris 2026 | 1 236 262 | CCA - Locations | 22 626 |
| Facturation CRETON 2025 repris 2027 | 1 641 326 | CCA - Maintenance | 64 866 |
| Ecole Puériculture - produits 2026 | 6 495 | CCA - Assurances | 9 385 |
| Hôpital d'Enfants - produits 2026 | 26 063 | CCA - Restauration | 185 928 |
| Ecole Auxiliaire - produits 2026 | 30 771 | CCA - Prestations intellectuelles | 89 701 |
| Ecole Ergothérapie - produits 2026 | 30 344 | CCA - Voyages | 2 246 |
| - | - | CCA - Télécommunications | 4 427 |
| TOTAL | 2 971 264 | TOTAL | 379 971 |

3. Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun

| Quotes-parts | Montants |
|-------------------------------------|----------|
| Association Lutte contre myopathies | 38 000 |

4.3.2 Honoraires des commissaires aux comptes

1. Honoraires des commissaires aux comptes certifiant les comptes

| | Cabinet OBJECTIF | - |
|---|------------------|---|
| Honoraires afférents à la certification des comptes | 71 978 | - |
| Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité (*) | - | - |
| Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité | - | - |
| TOTAL | 71 978 | - |

(*) pour les missions prévues au II de l'article L.821-54 du code de commerce

2. Honoraires des commissaires aux comptes ne certifiant pas les comptes ou des organismes tiers indépendants pour la certification des informations en matière de durabilité

| | - | - |
|---|---|---|
| Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité (*) | - | - |

(*) pour les missions prévues au II de l'article L.821-54 du code de commerce pour les commissaires aux comptes et à l'article L.822-24 du code de commerce pour les OTI

4.3.3 Précisions relatives aux produits et charges inscrits en résultat exceptionnel

| Nature | Produits exceptionnels | Charges exceptionnelles |
|---|------------------------|-------------------------|
| Directement lié(e)s à un événement majeur et inhabituel | 33 | 8 652 |
| Ecritures comptables d'origine purement fiscale, telle que définies et prévues par les règlements de l'Autorité des Normes Comptables | - | - |
| Changements de méthode comptable que l'entité est amenée à comptabiliser en résultat plutôt qu'en capitaux propres, en raison de l'application de règles fiscales | - | - |
| Corrections d'erreurs sauf lorsqu'il s'agit de corriger une écriture ayant été directement imputée sur les capitaux propres | - | - |
| TOTAL | 33 | 8 652 |

4.3.4 Détermination du résultat effectif global de l'entité

| | Exercice N | Exercice N-1 |
|---|------------|--------------|
| RÉSULTAT COMPTABLE | 622 485 | 2 082 107 |
| Reprise du résultat antérieur | - | - |
| EXCÉDENT OU DÉFICIT EFFECTIF GLOBAL | 622 485 | 2 082 107 |
| Dont résultat effectif sous gestion propre | 964 | -45 610 |
| Dont résultat effectif sous gestion contrôlée | 621 523 | 2 127 718 |

-

4.3.5 Concours publics et subventions

| Nature | Libellé | Montant | Catégorie d'autorité administrative |
|-----------------------------|--|-------------------|-------------------------------------|
| Concours publics | Agence Régionale de la Santé de la REUNION | 44 908 555 | ETAT |
| Concours publics | Département de la REUNION | 5 150 843 | Collectivités territoriales |
| Concours publics | Participations Usagers | 2 936 481 | Autres |
| Subvention d'investissement | FEDER - Subventions Constructions | 91 807 | Union Européenne |
| Subvention d'investissement | ARS - Construction et équipements | 235 115 | ETAT |
| Subvention d'exploitation | REGION - Subventions 3 écoles | 1 627 213 | Collectivités territoriales |
| Subvention d'exploitation | CAF - Projet CAMSP | 9 500 | ETAT |
| Subvention d'exploitation | DAC O.I. Projet Fresques Murales | 12 000 | ETAT |
| Subvention d'exploitation | ARS CNR Colonies vacances | 76 000 | ETAT |
| Subvention d'exploitation | SERVICE CIVIQUE SENIOR | 12 603 | ETAT |
| Subvention d'exploitation | ANCV PADA Chèques Vacances Pairs Aidants | 2 210 | ETAT |
| TOTAL | | 55 062 328 | |

4.3.6 Contributions volontaires en nature

| | Montant |
|--|---------|
| Contributions volontaires en nature | |
| Dons en nature | - |
| Prestations en nature | - |
| Bénévolat | - |
| TOTAL | - |
| Charges sur contributions volontaires en nature | |
| Secours en nature | - |
| Mises à disposition gratuite de biens | - |
| Prestations en nature | - |
| Personnel bénévole | - |
| TOTAL | - |
| SOLDE | - |

(Article 211-4 du Règlement 2018-06 des Autorité des Normes Comptables)

En raison de la nature des activités de l'association et des caractéristiques du public accueilli (secteur médico-social), les contributions volontaires en nature, notamment le bénévolat, ne sont pas attendues de façon significative et n'ont pas été comptabilisées dans les états financiers, conformément aux dispositions du règlement ANC n°2018-06 (principes comptables applicables aux associations et fondations) qui imposent la comptabilisation des contributions volontaires en nature uniquement lorsqu'elles peuvent être évaluées de manière fiable et présentent une incidence significative sur les comptes. Lorsque des prestations bénévoles sont exceptionnellement fournies, elles sont de faible ampleur et sans incidence significative sur la situation financière ou les résultats de l'exercice.

5 Informations relatives aux opérations et engagements envers les organes d'administration, de direction ou de surveillance

5.1 Rémunérations

| Désignation du membre des organes d'administration, de direction ou de surveillance | Rémunération |
|--|--------------|
| TROIS PLUS HAUTS DIRIGEANTS (Art 20 - Loi n°2006-586 du 23 mai 2006) | 411 586 |
| - | - |

-

6 Informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

6.1 Engagements hors bilan donnés et reçus

| Engagements hors bilan | Donnés | Reçus |
|--|--------|------------|
| Avals, cautionnements et garanties | - | 11 147 249 |
| Sûretés reçues | - | - |
| Sûretés données | - | - |
| Créances cédées non-échues (dont les effets de commerce escomptés non-échus) | - | - |
| Cessions de créances Dailly et affacturage | - | - |
| Garanties d'actif et de passif | - | - |
| Clauses de retour à meilleure fortune | - | - |
| Portage et autres engagements sur titres de capital | - | - |
| Engagements consentis de manière conditionnelle | - | - |
| Engagements de retraite et avantages similaires | - | - |
| Autres engagements | - | - |

Engagements Reçus au titre de cautionnements d'emprunts :

Commune St Denis 50% - Conseil Départemental 50 % - CDC - initial 8 166 318 euros - engagement restant à la clôture de **4 151 211 €**

Commune St Denis - AFD - initial : 4 500 000 euros - engagement restant à la clôture de **149 867 €**

Commune Ste Suzanne 50% - Conseil Départemental 50% - OCEOR - initial : 7 570 556 euros - engagement restant à la clôture de **3 418 407 €**

Crédit Agricole 50% - SOGAMA crédit 50% - CDC - initial : 5 000 000 euros - engagement restant à la clôture de **3 427 763 €**

7 Informations relatives à l'effectif

7.1 Informations relatives à l'effectif

Le nombre moyen de salariés employés au cours de l'exercice est de 687.

7.2 Informations relatives à l'effectif par catégorie

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie :

| Catégorie socio-professionnelle ^(a) | Effectif moyen employé pendant l'exercice |
|---|---|
| Agriculteurs | - |
| Artisans, commerçants et chefs d'entreprises | - |
| Cadres et professions intellectuelles supérieures | 83 |
| Professions intermédiaires | - |
| Employés | 564 |
| Ouvriers | 40 |
| TOTAL | 687 |

^(a) Nomenclature INSEE: <https://www.insee.fr/fr/information/2497958>.